

au Comité de Londres. Un ambassadeur est à Madrid. Un consul général à Barcelone. Les troupes communistes de l'Espagne connaissent une activité fiévreuse. Moscou n'a pas l'intention, cependant, de ne jouer que la carte communiste en Espagne. Les anarchistes et le P. O. U. M. sont des forces qu'on ne peut négliger.

Quant aux possibilités de grosses répercussions internationales sur la politique de la neutralité, à la suite de geste de la Russie, elles sont très réduites, quoiqu'en pensent les espagnols. La déclaration soviétique n'a pas été détachée à l'étranger de la œuvre qu'elle voulait dissimuler. Le gros des troupes décidées à la guerre préventive contre le fascisme n'en a pas été augmenté.

Mais on comprend cependant l'allégresse de l'Espagne révolutionnaire. Si l'aide de la Russie pouvait se matérialiser, elle serait d'un très gros appoint dans la lutte contre les généraux fascistes. Elle apporterait sur les champs de bataille du Tage ou de l'Aragon, des méthodes et des moyens d'action loin d'être négligeables. Ces appuis pourront-ils se matérialiser? C'est la grande inconnue de demain. L'Espagne révolutionnaire s'est montrée, en tout cas, hautement digne de l'appui du prolétariat international. Les ouvriers de France, d'Angleterre, d'Europe et d'Amérique doivent poursuivre leur action pour donner à la classe ouvrière de ce pays les moyens d'une victoire prompte sur le fascisme, prélude de l'achèvement de la révolution espagnole et par cela même de la révolution mondiale.

Deux opinions sur la position russe

LAS NOTICIAS

Le geste du Gouvernement de Moscou, avertissant officiellement la Conférence de Non-intervention que, si les violations du pacte continuaient, il se considérerait libre de tout engagement, est le geste normal de tout gouvernement qui ne peut supporter l'idée de la diminution de sa dignité. Il n'est pas nécessaire de souligner la gratitude de l'Espagne envers le peuple soviétique.

Dans les pays comme l'U. R. S. S., l'identification du peuple et du gouvernement est absolue.

La République espagnole se rend parfaitement compte de ce que signifie dans la marche de cette guerre maudite, l'attitude décidée et précise du Gouvernement des Soviets. A partir de ce moment, le cours de la lutte peut dévier et la signification de l'expérience se trouver résolue.

Nous avons toujours soutenu que le problème international posé par les violations du pacte de non-ingérence, est un problème où se compromet la dignité nationale du pays qui accepte que l'on viole la non-intervention.

Nous éludons toute polémique, même si elle se réfère à notre propre intérêt. Nous oublions l'affront solennel que l'on a fait souffrir aux principes fondamentaux du droit international.

Seul nous intéresse, à l'heure actuelle, de considérer le cas d'un pays traitant, par la voix de ses représentants autorisés, de la non-intervention dans le conflit intérieur d'un pays, tandis que quelques-uns des délibérants grimacent et médisent. Concluez: non pas pour l'Espagne, non pas pour la cause de la justice mais simplement dans une préoccupation de décence nous avons repoussé avec répugnance cette farce immonde.

Ce que des individus ne peuvent tolérer, des nations représentées à Londres l'ont admis. On a dit que M. Blum suggéra le pacte avec la meilleure bonne foi. Nous l'avons accepté. Mais il nous est permis de nous désintéresser d'une foi qui a pour frontière la candeur céleste. Surtout quand la France voit la

faillite de toutes ses propositions: comment persiste-t-elle dans une politique qu'elle sait des plus néfaste à ses intérêts.

Nous croyons, en outre, que cette crainte de la guerre, si utilement cultivée par certaines puissances de l'Europe est une politique à courte vue. Jamais la crainte n'a été une garantie de paix. Tout au contraire, elle stimule l'arrogance des provocateurs et augmente le péril.

Le Gouvernement de Moscou est fatigué de la tromperie dont il est l'objet. Evidemment, il suffit que la France et l'Angleterre proposent, pour qu'on ne débarque pas un seul fusil sur la côte portugaise! Ces nations ne se décident pas à avoir une politique efficace. Elles se contentent d'amonceler les «dossiers» avec beaucoup de rhétorique et de pratiquer un pacifisme sans valeur.

LA JUVENTUD COMUNISTA.

Les diplomates soviétiques se sont enfin décidés à poser cartes sur table, et à dénoncer la farce bien connue de la neutralité. Cette déclaration, faite à la commission de non intervention, ira probablement rejoindre d'autres considérants et résolutions dans les diverses commissions.

A quoi devons-nous la nouvelle attitude adoptée par le Gouvernement Soviétique, puisque ce fut lui qui par son acceptation a rendu possible l'application de la «neutralité»? C'est la question que se posent la majorité des ouvriers non fanatisés par les phrases toutes faites. La réponse est bien simple: à cause de la pression des masses ouvrières du monde entier, de toutes les sections de la Troisième Internationale et du prolétariat russe en particulier. En tête de cette pression, se sont trouvés les jeunes ouvriers qui ont compris qu'il ne pouvait y avoir ni paix, ni garantie pour la révolution en cas de victoire du fascisme.

Espérons que l'appui de l'U. R. S. S. ne sera pas marchandé à la classe ouvrière espagnole. La responsabilité des dirigeants soviétiques serait énorme. Et le prolétariat international saura exiger que l'aide soit apportée.

Il faut ménager les paysans

DISCOURS PRONONCE PAR LOUIS ARDIACA, SECRETAIRE DE LA CONSEILLERIE DE L'AGRICULTURE.

«Parallèlement aux grandes réformes de l'organisation sociale de l'industrie catalane qu'ont produites les circonstances révolutionnaires du moment, une certaine confusion s'est établie sur la manière dont la révolution doit se comporter devant l'agriculture. L'orientation, prédominante jusqu'à maintenant, a été celle de la collectivisation et l'on est allé ainsi, dans de nombreux villages à la suppression de l'exploitation familiale et de l'initiative privée, collectivisant toutes les terres sans se préoccuper si les paysans acceptaient de bonne grâce

une telle réforme. S'il est certain que le Conseil de l'Economie et plus tard le Conseil de la Généralité ont déclaré que l'exploitation familiale était maintenue, il est aussi certain que les confusions subsistent et que, si la situation ne s'éclaircit pas rapidement et si ne disparaît pas la défiance créée dans de larges zones de la masse paysanne catalane, nous nous trouverons devant une catastrophe dont nous ne connaissons pas l'ampleur.»

«Ce n'est pas le moment de discuter les avantages économiques de la collectivisation des terres, mais son opportunité. Encore les techniciens ne se sont-ils pas mis d'accord pour savoir si l'exploitation collective représente une forme supé-